



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 18 – 13 mai 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Le Prince Charles dévoile les priorités législatives du Gouvernement à l'occasion du discours de la Reine

### Climat & Energie

- Les projets d'énergies renouvelables sont confrontés à des délais importants de raccordement au réseau électrique national
- Rishi Sunak pourrait annoncer un second plan d'aide pour les ménages d'ici l'été

### Environnement

- L'obligation de reporting environnemental pour les plus grosses entreprises et gestionnaires d'actifs ne figure pas dans le *financial services bill*
- Des points de bascule climatique seraient sur le point d'être atteints au Royaume-Uni, selon l'*Office for Environmental Protection (OEP)*

### Industrie

- La directrice générale des *British Chambers of Commerce* demande l'adoption d'un budget d'urgence
- La start-up *Green Lithium* prévoit d'installer en Angleterre l'une des premières raffineries européennes de lithium

### Transport

- L'annonce d'un *Harbours (Seafarers' Remuneration) Bill* lors du discours du trône provoque des réactions contrastées dans le secteur maritime
- Les compagnies aériennes britannique ne seraient pas en mesure de respecter leurs engagements climatiques, selon un rapport de l'association *Possible*
- Le manque de personnel et les cas de Covid continuent de perturber la reprise de l'activité dans les aéroports britanniques

## Fait marquant

### Le Prince Charles dévoile les priorités législatives du Gouvernement à l'occasion du discours de la Reine

Remplaçant la Reine, absente pour raisons de santé, le Prince Charles a présenté, lors du discours d'ouverture de la session parlementaire (*Queen's speech*) [les 38 textes législatifs](#) devant être examinés par le Parlement au cours de l'année à venir. Ayant vocation à remettre le R-U « *back on track* » après l'épidémie de Covid-19 et dans le contexte de la guerre en Ukraine, certains projets de loi porteront plus spécifiquement sur l'énergie, les transports, le développement régional et la planification urbaine.

[L'Energy Security Bill](#) vise notamment à traduire dans la loi les principales dispositions de [l'Energy Security Strategy](#) publiée le mois dernier, qui vise à développer sur le sol britannique les énergies bas carbone (renouvelables et nucléaire) afin de mieux assurer la sécurité d'approvisionnement du pays, tout en limitant la hausse des prix de l'énergie. Ce texte devrait également permettre la prolongation du plafond tarifaire (« *price cap* ») au-delà de 2023. Le Prince de Galles a également mentionné un [Levelling up and Regeneration Bill](#) visant à développer l'économie des territoires via une simplification des règles de planification et un renforcement des pouvoirs des autorités locales ainsi qu'un [Transport Bill](#) dont l'objet sera d'améliorer le système de transports au R-U, en réduisant les émissions de CO2 et en modernisant le réseau de chemin de fer tout en le rendant plus fiable. Le Gouvernement entend également consacrer dans la loi la création, déjà annoncée il y a plusieurs mois, d'une banque publique d'investissement, dotée de 22 Md£, avec pour objectif de financer les infrastructures pour soutenir la transition bas carbone à travers le *UK Infrastructure Bank Bill*.

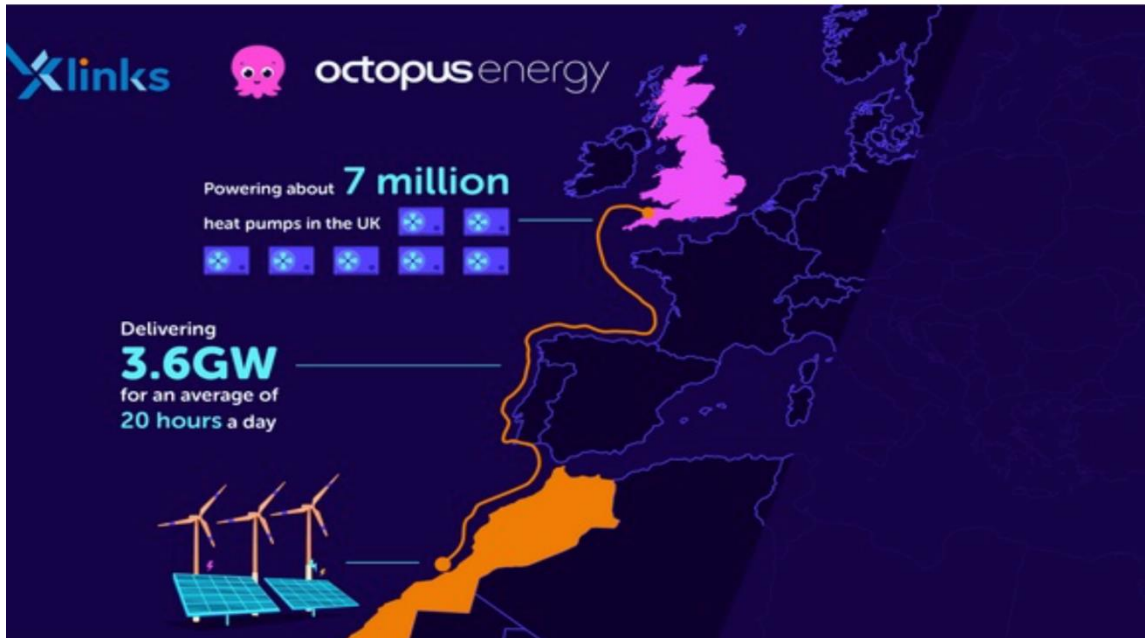
Certaines organisations [de défense de l'environnement](#) ont toutefois regretté l'absence de mesures envisagées en matière d'efficacité énergétique des bâtiments, de soutien aux particuliers pour faire face à la hausse du coût de la vie (le gouvernement a cependant indiqué étudier de nouvelles mesures, cf. infra) et de plan dans le domaine de la protection de la nature, que le Prince de Galles défend régulièrement dans les instances internationales.

## Le chiffre de la semaine

100 000

Dans le cadre de son plan d'investissement de 25 Md£ au R-U d'ici 2032, *Shell* prévoit d'installer 100 000 bornes de recharge pour les véhicules électriques dans le pays à horizon 2030. Le groupe pétrolier a précisé que ce chiffre comprendrait 11 000 bornes rapides permettant de recharger la plupart des batteries de véhicules électriques à 80 % de leur capacité en une demi-heure.

## Le graphique de la semaine



Source : [RenewableNow](#)

Octopus Energy Group est devenu le dernier bailleur de fonds de l'ambitieux projet [Xlinks](#) visant à construire une interconnexion électrique sous-marine entre des parcs solaires au Maroc et le Royaume-Uni. L'entreprise [Xlinks](#) prédit que le projet pourrait fournir jusqu'à 3,6 GW d'énergie renouvelable, alimentant 7 millions de pompes à chaleur au R-U. Selon elle, le projet pourrait devenir opérationnel en 2027 et fournir de l'énergie à un coût de 48 £ / MWh, ce qui le rendrait compétitif par rapport aux nouveaux parcs éoliens offshore dans les eaux britanniques.

## Climat & Energie

**Flash** – Les [prix du gaz](#) pourraient rester élevés d'ici à 2025 selon le cabinet spécialisé [Stifel](#) en raison des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement et d'une offre de GNL qui demeure plus faible que la demande. Le R-U, malgré sa production de gaz en mer du Nord qui couvre environ la moitié de sa consommation, subira cette hausse des prix du gaz sur les marchés mondiaux.

**Flash** – [National Grid](#), le gestionnaire du réseau électrique britannique, va reverser aux ménages de manière anticipée une partie des bénéfices (200 Mpar an tirés par l'exploitation de 3 interconnexions électriques avec l'Europe continentale). Ces bénéfices ont fortement augmenté dans le contexte de la forte volatilité du marché de l'énergie.

**Les projets d'énergies renouvelables sont confrontés à des délais importants de raccordement au réseau électrique national**

Selon le [FT](#), les producteurs d'énergies renouvelables sont confrontés à des retards pouvant aller jusqu'à dix ans pour connecter de nouvelles capacités au réseau électrique. Le cabinet de conseil en ingénierie *Roadnight Taylor*, qui conseille des entreprises comme *British Gas*, indique que la majorité de ses clients constate que des projets prêts à être développés sont retardés en raison de délais de traitement et de frais de dossier demandés par *National Grid*, le gestionnaire du système de transmission d'électricité britannique. Roisin Quinn, directrice des demandes de connexions chez *National Grid*, a déclaré au *FT* que l'entreprise collaborait avec le régulateur du marché, *Ofgem*, pour moderniser son réseau de transmission projet par projet, en construisant des sous-stations plus grandes ainsi que davantage de lignes à haute tension. Mme Quinn souligne les difficultés et les coûts associés pour passer d'un système de transmission conçu pour des grandes centrales au charbon proches des centres urbains à l'intégration des projets d'énergies renouvelables, plus dispersés et éloignés des consommateurs, tels que les parcs solaires et éoliens.

## Rishi Sunak pourrait annoncer un second plan d'aide pour les ménages d'ici l'été

Face à une inflation qui pourrait dépasser 10 % cette année au R-U, tirée notamment par la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, les critiques s'accumulent contre le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak, accusé de ne pas aider suffisamment les familles en difficulté. Keith Anderson, le patron de [Scottish Power](#), l'un des plus importants producteurs d'électricité au Royaume-Uni, a appelé le gouvernement à agir alors que « jusqu'à 40 % des ménages pourraient être confrontés à la précarité énergétique » l'hiver prochain. Le gouvernement devrait, selon lui, prendre en charge une réduction de 1 000 £ par an des factures énergétiques pour les plus démunis, une dépense qui pourrait « être récupérée sur leur facture d'énergie sur une période de 10 ans ». De leur côté, les Chambres de commerce britanniques (*BCC*) ont appelé le gouvernement à adopter un budget d'urgence pour aider les entreprises à faire face à la flambée des coûts (cf. infra). [Rishi Sunak](#), qui a déjà mis en œuvre un plan de soutien en février, pourrait annoncer un second plan d'aide dès l'été, en amont de la révision en octobre du *price cap*, qui s'appliquent aux tarifs variables (désormais de 1971 £ en moyenne par an et par foyer, il pourrait à nouveau [augmenter de 900 £](#) au 1<sup>er</sup> octobre). Certains [groupes de consommateurs](#), comme *Energy Support and Advice UK*, alertent sur la multiplication de publicités invitant les consommateurs à souscrire des crédits à la consommation pour étaler le paiement de leurs factures d'énergie, l'aggravation de la situation financière des ménages défavorisés pouvant les conduire à opter pour des mesures « désespérées » afin de couvrir leurs dépenses de base.

## Environnement

**Flash** – Le [ministère de la défense \(MoD\)](#) a annoncé le lancement d'une étude sur la manière dont la crise climatique affectera la défense britannique.

**Flash** – Le gouvernement n'a pas atteint son objectif de recycler 50 % des déchets ménagers d'ici 2020 (le pays de Galles étant la seule nation dépassant ce seuil, avec 56,5 %), les [taux de recyclage](#) de ces déchets ayant diminué de 46 % en 2019 à 44 % en 2020 en Angleterre.



## L'obligation de *reporting* environnemental pour les plus grosses entreprises et gestionnaires d'actifs ne figure pas dans le *financial services bill*

Contrairement à ce qui était anticipé, le Gouvernement aurait décidé à la dernière minute de retirer du *financial services bill*, mentionné dans le *Queen's Speech*, l'obligation pour les plus grosses entreprises et gestionnaires d'actifs de publier les données relatives à leur impact environnemental ([sustainability disclosure requirements](#)). Cette obligation, évoquée pour la première fois par Rishi Sunak pendant la COP 26, aurait été retirée pour ne pas imposer de nouvelles obligations réglementaires à des entreprises déjà en difficulté sur le plan financier. Le Gouvernement a toutefois indiqué qu'il réfléchissait au meilleur véhicule permettant de mettre en place cette obligation d'information et a lancé parallèlement la *UK Transition Plan Taskforce*, dont la principale mission sera d'élaborer un standard (*Sector-Neutral Framework*) en matière de *reporting* environnemental à destination des entreprises. La *task force* a publié le 11 mai une [consultation](#) visant à recueillir l'avis des entreprises sur le contenu de ce futur standard.

## Des points de bascule climatique seraient sur le point d'être atteints au Royaume-Uni, selon l'*Office for Environmental Protection* (OEP)

Certains points de bascule climatique (seuils à partir desquels un léger changement peut complètement modifier certains écosystèmes) pourraient être atteints au R-U selon l'[Office for Environmental Protection](#), la nouvelle agence chargée de contrôler les atteintes à l'environnement. Ces points de bascule entraîneraient une perte de la faune, des stocks halieutiques en déplétion et une pollution accrue des rivières. Simon Brockington, son directeur scientifique, indique que le gouvernement peine à mettre en application son [plan pour l'environnement sur 25 ans](#), adopté en 2018, dont l'objectif est de laisser l'environnement dans un meilleur état pour les générations futures. Il appelle le gouvernement à accélérer le calendrier de mise en œuvre du plan et décline trois mesures d'urgence pour enrayer la dégradation de l'environnement : un bilan complet de l'état de la faune et flore, la création d'une *taskforce* interministérielle chargée de travailler sur ces sujets et des objectifs juridiquement contraignants en matière de préservation de la biodiversité.

## Industrie

**Flash** – Les associations et organisations professionnelles du secteur de l'[immobilier](#) ont souligné les limites du *Levelling up and regeneration bill* annoncée lors du discours du trône, relevant qu'il ne reprenait pas l'engagement pris en 2020 par le précédent ministre du logement de construire 300 000 logements neufs au R-U d'ici 2025.

**Flash** – Dans le cadre de la politique de [levelling up](#), la *Confederation of British Industry* (CBI) lance des « *clusters* » industriels au R-U. Le premier, situé près d'Humber (Yorkshire), est dédié à la décarbonation.

**La directrice générale des *British Chambers of Commerce* demande l'adoption d'un budget d'urgence**

[Shevaun Haviland](#) souligne que la confiance des [entreprises](#) a fortement diminué depuis début avril en raison de la hausse continue des prix de l'énergie et d'une dégradation des perspectives économiques. De nombreuses entreprises sont désormais contraintes de répercuter sur leurs clients les hausses des coûts de production, tandis que certains secteurs, notamment l'industrie manufacturière, font face à un ralentissement des commandes. De nombreux secteurs rencontrent également des difficultés de recrutement. Afin de réduire la pression financière sur les entreprises, elle demande au gouvernement de revenir sur la hausse des cotisations (*National Income Contribution*) effective depuis avril, de réduire le taux de TVA sur les factures d'énergie de 20 % à 5 % et de rétablir la gratuité des tests Covid pour les employés, afin d'éviter qu'une possible vague de contamination ne perturbe de nouveau l'activité des entreprises.

## La start-up *Green Lithium* prévoit d'installer en Angleterre l'une des premières raffineries européennes de lithium

Le projet bénéficie du soutien de *Trafigura*, premier négociant mondial de métaux, et doit permettre de réduire la dépendance européenne aux approvisionnements chinois. Le [lithium](#) raffiné est utilisé notamment dans les batteries des voitures électriques. L'implantation exacte de l'usine, qui devrait démarrer sa production en 2024, n'a pas encore été révélée mais sera certainement située dans la région du Teeside. Le maire de la collectivité locale de Tees Valley fait pression pour *Green Lithium* choisisse le port franc de Teeside, où sera basée une autre raffinerie de lithium, *Tees Valley Lithium*. Le raffinage de ce métal est cependant une production fortement polluante et émettrice de CO<sub>2</sub>. *Green Lithium* estime toutefois que son usine produira 60 % d'émissions de carbone en moins qu'une raffinerie chinoise. Elle pourrait également, à terme, être alimentée à partir de sources d'énergie propres, comme l'éolien ou l'hydrogène vert.

## Transport

**Flash** – Les ventes de voitures [électriques](#) au premier trimestre 2022 ont plus que doublé au R-U par rapport à la même période en 2021 selon les chiffres de la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*.

**Flash** – *EasyJet* ne proposera plus à la vente que 150 sièges sur ses appareils A319, qui peuvent transporter 156 passagers. Dans le contexte de pénurie de personnel aérien, cette décision lui permettra de n'employer que trois personnels de cabine au lieu de quatre (les réglementations aériennes exigent la présence d'un personnel de cabine pour 50 passagers).

## L'annonce d'un *Harbours (Seafarers' Remuneration) Bill* lors du discours du trône provoque des réactions contrastées dans le secteur maritime

Ce projet de loi formalise les mesures annoncées par le ministre des Transports Grant Shapps en mars, à la suite du licenciements de 786 marins de *P&O Ferries*. Le projet de loi obligerait les compagnies maritimes effectuant des trajets réguliers avec le R-U à rémunérer leurs marins au salaire minimum (*national minimum wage equivalent*). Les exploitants ne respectant pas ces obligations se verraient interdire l'accès aux ports britanniques. La *British Ports Association (BPA)* a critiqué ce projet de loi qui obligerait les ports à vérifier le respect par les compagnies maritimes de ces nouvelles obligations par les compagnies maritimes. *DFDS*, compagnie maritime danoise qui effectue des liaisons transmanche, a pour sa part salué ces annonces, soulignant également qu'il

était très difficile de réaliser un profit sur les liaisons transmanche en raison d'un trop grand nombre de compagnies opérant ces trajets. Le gouvernement a lancé une [consultation](#) afin de définir plus précisément le champ d'application et les sanctions prévues par cette future législation.

## Les compagnies aériennes britannique ne seraient pas en mesure de respecter leurs engagements climatiques, selon un rapport de l'association *Possible*

L'analyse de *Possible* s'appuie sur les objectifs environnementaux que se sont fixées les [compagnies aériennes](#) britanniques depuis 2000, portant principalement sur l'utilisation de carburants plus écologiques ou l'amélioration du rendement énergétique des carburants traditionnels. Sur les compagnies étudiées, seule *EasyJet* aurait atteint l'un de ses objectifs, réduire de 3 % d'ici 2015 la consommation de carburant par passager et par kilomètre. Les résultats suggèrent que la stratégie du gouvernement britannique, qui parie sur les évolutions technologiques pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, ne permettra certainement pas de décarboner le secteur aérien d'ici 2050. Les associations environnementales appellent pour leur part à réduire la demande, par exemple en taxant davantage les passagers réguliers (*frequent flier levy*).

## Le manque de personnel et les cas de Covid continuent de perturber la reprise de l'activité dans les aéroports britanniques

Les [aéroports](#) de Birmingham et Manchester, deux des principaux aéroports britanniques, continuent d'enregistrer de longues files d'attentes et des annulations de vols, comme ce fut le cas pendant les vacances de Pâques. Selon le secteur, ce phénomène s'explique principalement par le manque de personnels lié à la pandémie (l'aéroport de Birmingham avait ainsi licencié près de la moitié de ses employés en 2020 / 2021), les absences en raison de la Covid et les délais plus longs pour obtenir les habilitations de sécurité des nouveaux employés. A cause de ces pénuries de personnel, certaines compagnies ont décidé de réduire durablement leur plan de vols, comme *British Airways* qui supprimera environ 10 % de ses vols quotidiens jusqu'à fin octobre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)